

COMMUNIQUE DE PRESSE – 18 novembre 2025 – Bruxelles

EUregions4cohesion

Budget européen : la réponse de la Commission européenne au Parlement européen échoue à convaincre les régions

L'alliance EUregions4cohesion, qui rassemble plus de 140 régions de 20 États membres, tient à remercier les députés européens et leurs groupes politiques pour leur soutien et les invite à maintenir la pression sur la Commission européenne.

Une lettre commune a été envoyée le 30 octobre par les quatre principaux groupes politiques du Parlement européen à la présidente de la Commission européenne, soulignant la nécessité de remanier la proposition relative aux Plans de partenariat nationaux et régionaux (PPNR). À travers cette prise de position, le Parlement européen a montré son soutien sans faille aux autorités régionales et locales, critiquant la renationalisation des fonds européens et l'affaiblissement de la politique de cohésion qui en découle.

Nous prenons note des efforts déployés par la Commission européenne pour apporter des modifications à sa proposition initiale. Néanmoins, la coalition EUregions4cohesion considère que les ajustements proposés restent « cosmétiques ». Ces ajustements ne répondent ni aux principales demandes du Parlement européen ni à celles d'institutions clés telles que le Comité européen des régions. Notre coalition regrette que l'exécutif européen ait manqué cette occasion d'écouter les élus locaux et régionaux.

Malgré les demandes clairement formulées par les principaux groupes politiques du Parlement européen, la Commission européenne a maintenu son projet de renationalisation de la politique de cohésion, n'a pas rétabli l'autonomie des principales politiques et programmes en gestion partagée. Elle n'a apporté que des modifications mineures au rôle des régions dans la future politique de cohésion.

Une architecture inadéquate dès le départ sera difficile à corriger au cours des négociations. C'est pourquoi notre coalition appelle la Commission européenne à réévaluer sa proposition afin de corriger ses répercussions non seulement sur la cohésion territoriale en Europe, mais aussi sur l'ancrage territorial des projets et des politiques portées dans les territoires. La renationalisation comporte également des risques importants pour la démocratie en éloignant l'Europe de ses citoyens.

La politique régionale est un acquis communautaire que l'UE ne peut se permettre de perdre. Nous, les régions, avons fait l'expérience de toutes les lacunes du modèle de gouvernance du Fonds pour la reprise et la résilience (FRR) et nous ne pouvons accepter son application à la politique de cohésion.

Garantir la dimension régionale des plans

La politique de cohésion ne peut être conçue et gérée exclusivement par les gouvernements centraux nationaux, avec des chapitres régionaux et territoriaux restant une option à la discrétion des États membres. Les plans nationaux ne sont ni une source de simplification ni une garantie d'investissements ciblés.

Ne pouvant se contenter de la vérification régionale proposée par la Commission, EUregions4cohesion demande la mise en place de Plans de partenariat régionaux, directement négociés avec la CE ainsi que le statut plein et entier d'autorités de gestion des différents fonds structurels.

La politique de cohésion, aussi appelée politique régionale, ne peut se fonder que sur une approche régionale, les régions agissant en tant qu'autorités de gestion chargées de concevoir des politiques efficaces, adaptées au contexte local et s'inscrivant dans le long terme.

Un budget clair et distinct pour la politique de cohésion

EUregions4cohesion invite la Commission européenne à compléter sa proposition par un budget clair et distinct pour la politique de cohésion, comprenant des pré-allocations indicatives de ressources pour chaque région, ce qui est essentiel pour garantir la prévisibilité.

Le filet de sécurité proposé ne répond pas à cette demande, et la poursuite d'une politique de cohésion pour toutes les régions demeure incertaine. Le filet de sécurité proposé pour les régions plus développées et en transition est laissé à la bonne volonté des États membres, qui peuvent réduire considérablement certaines allocations, moyennant justification.

Laisser l'allocation aux États membres peut ralentir le processus et retarder le démarrage de la future programmation. Pour être efficace et ne pas compromettre les résultats des investissements réalisés à ce jour, le filet de sécurité devrait être obligatoire et nettement inférieur aux 25 % proposés.

Par conséquent, la coalition EUregions4cohesion réitère la nécessité de garantir juridiquement une négociation directe – et pas seulement une interaction – avec la Commission européenne et invite les colégislateurs à renforcer le rôle des régions non seulement dans la conception stratégique, mais aussi dans la mise en œuvre des plans régionaux, depuis la définition et le suivi des indicateurs régionaux jusqu'à la sélection des projets.

Convaincue que la politique de cohésion contribue de manière essentielle à la réalisation des objectifs de l'Union, la coalition EUregions4cohesion adresse ses sincères remerciements au Parlement européen et s'engage à poursuivre le travail aux côtés des députés européens afin d'élaborer une proposition qui préserve véritablement l'Europe des régions et le futur projet d'intégration européenne.

Afin de participer aux prochaines négociations sur le CFP, la coalition a préparé un [document de position](#).

Contexte

EUregions4cohesion est une initiative lancée en mai 2024 par la Région Nouvelle-Aquitaine (FR) et la Région Émilie-Romagne (IT). La coalition compte plus de 140 régions membres issues d'Autriche, de Belgique, de Croatie, de République tchèque, de Finlande, de France, d'Allemagne, de Grèce, d'Irlande, d'Italie, de Lituanie, de Pologne, du Portugal, de Roumanie, de Slovaquie, de Slovénie, d'Espagne, de Suède et des Pays-Bas. Cette initiative est également soutenue par la Conférence des régions périphériques maritimes (CRPM), le Réseau européen

des régions pour la recherche et l'innovation (ERRIN) et le Bureau de représentation de Slavonie, Baranja et Srijem à Bruxelles.

Contacts pour les médias

Marie-Pierre Mesplède: +32 487 960 956 – marie-pierre.mesplede@nouvelle-aquitaine.fr

Marion Chauveau: +32 487 964 890 – marion.chauveau@nouvelle-aquitaine.fr

Lorenza Badiello: +32 475 916793 – lorenza.badiello@regione.emilia-romagna.it

Aki Ishiwa: +32 477 069 112 – aki.ishiwa@regione.emilia-romagna.it